

Le sabre, le goupillon et la salle de marchés

FRANCE - À la « Catho », hommage au cardinal putschiste de Tegucigalpa et à l'ancien directeur général du FMI

Bernard Cassen, Mémoire des luttes

mardi 27 octobre 2009, mis en ligne par [Dial](#)

14 octobre 2009 - [Mémoire des luttes](#) - On aurait aimé que ce soit un canular, mais c'est une information vérifiée : le 24 novembre prochain aura lieu à Paris une cérémonie dont le casting est proprement ahurissant au regard de l'actualité française et internationale.

Ce jour-là, le cardinal archevêque de Tegucigalpa (Honduras), Óscar Rodríguez Maradiaga, et l'ancien directeur général du Fonds monétaire international (FMI), Michel Camdessus, recevront les insignes de docteur *honoris causa* de l'Institut catholique de Paris. Et leur panégyrique (*Laudatio*) sera prononcé respectivement par Monseigneur Hippolyte Simon, archevêque de Clermont, et Jean-Claude Trichet, président de la Banque centrale européenne (BCE).

Il faut vraiment croire que les puissances invitantes, à savoir le cardinal André Vingt-Trois, et le recteur de l'Institut, Pierre Cahné, vivent sur une autre planète pour oser mettre en scène publiquement cette nouvelle alliance du sabre, du goupillon... et de la salle de marchés.

On ose espérer que l'invitation au cardinal Maradiaga reposait sur l'image « progressiste » que le prélat avait su se donner ces dernières années, notamment lors de sa candidature à la succession de Jean-Paul II. Mais les autorités de l'Institut catholique auraient dû se renseigner et lire ses déclarations après le coup d'État du 28 juin dernier au Honduras. Non seulement, comme d'ailleurs les autres membres de la Conférence épiscopale hondurienne et, dit-il, avec le plein soutien du Vatican, il n'a pas dénoncé le putsch, mais il l'a au contraire légitimé en déclarant que « les documents prouvent que les institutions ont correctement fonctionné et que la Constitution a été respectée ». Il n'a pas condamné ni même évoqué les assassinats, les tortures et les arrestations massives dont s'est rendu coupable le gouvernement de facto. Pas non plus un mot sur la suppression de toutes les libertés civiques, sur la fermeture de tous les moyens de communication qui n'avaient pas fait allégeance aux putschistes, en particulier la station de radio des Jésuites, Radio Progreso. Le goupillon du cardinal a aspergé d'eau bénite le sabre putschiste.

Voilà le récipiendaire du doctorat *honoris causa* de l'Institut catholique dont l'archevêque de Clermont s'apprête à célébrer les qualités. Le gouvernement de Nicolas Sarkozy, qui a condamné le coup d'État et continue de reconnaître officiellement le président Zelaya, devrait logiquement refuser le visa d'entrée en France à ce prélat considéré comme putschiste par le gouvernement légal.

Les états de service dont peut se prévaloir Michel Camdessus sont d'un autre ordre : il n'a certes jamais trempé dans une action armée, mais les politiques qu'il a impulsées à la tête du FMI, de 1987 à 2000, ont été infiniment plus coûteuses en détresse et en vies humaines que celles de la soldatesque hondurienne. Sa trajectoire est l'inverse de celle du cardinal de Tegucigalpa : il pose volontiers aujourd'hui à l'adepte de la mondialisation « à visage humain », alors que pendant des années, il a imposé d'impitoyables plans d'ajustement structurel aux malheureux pays qui avaient recours à son « aide ».

Grâce aux « recettes » du FMI, il a à son actif, si l'on peut dire, la création ou l'aggravation d'une dizaine de crises financières majeures, de celle du Mexique en 1994 à celle du Brésil en 1999. Fanatique du

marché et de la libéralisation financière qui, pour lui, « demeure le but final correct », il s'est toujours désintéressé des conséquences sociales des mesures qu'il imposait. Après les émeutes de la faim qu'elles provoquèrent en 1997 en Indonésie, et la violente répression qui s'ensuivit, ce catholique pratiquant expédia ainsi ses regrets aux familles des victimes : « Je n'avais pas prévu que l'armée allait tirer sur la foule »...

Il n'y a certainement aucun pays du Sud où une institution universitaire accorderait une distinction à Michel Camdessus. Tout porte même à croire que sa venue dans un établissement d'enseignement supérieur provoquerait des troubles. Est-ce cette persévérance dans l'erreur, à peine compensée par des bribes tardives de repentance, que va récompenser l'Institut catholique ?

Que Jean-Claude Trichet ait été sollicité pour faire le panégyrique de l'ancien directeur général du FMI complète un tableau franchement caricatural. Le président de la BCE partage avec le récipiendaire une absolue certitude des bienfaits de l'orthodoxie monétaire et un souverain mépris des instances élues. Avec eux, les salles de marchés font leur entrée officielle dans les hauts lieux du savoir. La finance n'a que faire des franchises universitaires qui, pourtant, s'imposent encore à la police...

Tout cela fait beaucoup pour une seule journée. Certainement, le 24 novembre à 19 h, on refusera du monde à la « Catho »...

Bernard Cassen est Secrétaire général de Mémoire des luttes et président d'honneur d'Attac.

<http://www.medelu.org/spip.php?article282>